

Zeitschrift: Tracés : bulletin technique de la Suisse romande
Herausgeber: Société suisse des ingénieurs et des architectes
Band: 135 (2009)
Heft: 23-24: Jardins dessus dessous

Artikel: Repenser la coexistence dans l'espace urbain
Autor: Rieniets, Tim / Hohler, Anna
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-99795>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 06.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Repenser **la coexistence** dans l'espace urbain

ARCHITECTURE

Comment les architectes et les urbanistes peuvent-ils stimuler une véritable coexistence sociale, culturelle et économique ? Placée sous le thème « Ville ouverte : dessiner la coexistence », la 4^e Biennale internationale d'architecture de Rotterdam (IABR) explore et dessine, jusqu'au 10 janvier 2010, des stratégies pour vivre en commun dans la cité contemporaine.

Kees Christiaanse, directeur de l'Institut d'architecture et d'urbanisme de l'EPFZ polytechnique fédérale de Zurich, a conçu cette quatrième édition de la Biennale de Rotterdam



avec ses collaborateurs. Tim Rieniets, commissaire adjoint, explique pourquoi il est indispensable de repenser la coexistence dans l'espace urbain, à une époque où la migration change le visage des villes et où la mobilité et la communication altèrent notre perception de la distance et de la différence.

TRACÉS: Qu'entendez-vous par « ville ouverte » ?

Tim Rieniets: Depuis qu'il y a des villes, elles permettent aux hommes d'aspirer à une vie meilleure. C'est la seule raison qui explique que la ville, depuis des millénaires, constitue toujours un modèle prometteur du vivre ensemble. Les villes comptent aujourd'hui plus d'habitants que jamais. Leur attrait est particulièrement fort dans les pays moins développés, où des millions de personnes quittent la campagne et affluent dans des zones urbaines.

Les villes constituent un énorme réservoir de possibilités. Non seulement on y trouve une quantité énorme d'hommes, de marchandises et d'informations, mais le croisement et la combinaison de tous ces éléments offrent des chances et des possibilités inouïes. En ville, les individus peuvent se former; ils peuvent rencontrer autrui et poursuivre des buts en commun. On peut y trouver la liberté nécessaire pour son émancipation et son développement personnel. Une ville qui offre à ses habitants l'accès à toutes ces possibilités serait à mes yeux une « ville ouverte ».

T.: Pourquoi la 4^e Biennale d'architecture de Rotterdam est-elle consacrée à ce sujet ?

T. R.: Cette « ville ouverte », qui offre à tous les habitants l'accès à ses ressources, n'existe pas. Les ressources d'une ville sont la plupart du temps limitées, distribuées de manière inégale, voire inaccessibles. En termes d'architecture et d'urbanisme, cela veut dire par exemple que quelqu'un peut se retrouver sans domicile, puisqu'il n'arrive pas à payer un loyer. Que telle autre personne ne peut pas participer à la vie urbaine, puisqu'elle ne dispose d'aucun moyen de transport. Ou encore, que quelqu'un se trouve exclu des processus de décision qui concernent son propre environnement.

Fig. 1 : L'entrée du Netherlands Architecture Institute (NAI), lieu d'exposition de la 4^e Biennale internationale d'architecture de Rotterdam (Photo Michelle Wilderom)

Fig. 2: Logements collectifs aux environs de Moscou (Photo Anton Naroditski)



2

Nous avons l'impression que ces formes d'inaccessibilité sont de plus en plus nombreuses. Les villes continuent d'être la promesse d'une vie meilleure. Et plus une ville s'efforce d'attirer des investisseurs, des cadres et des touristes, plus elle marchandise ses agréments : une belle ambiance, du confort, des attractions touristiques et des avantages économiques. Mais cette promesse ne concerne pas tout le monde.

Des millions de personnes sont empêchées de participer à cette vie urbaine. Environ un milliard d'hommes vivent dans des bidonvilles, d'après les statistiques des Nations Unies. Ces personnes voudraient profiter de la ville, mais elles manquent souvent de tout ce qui fait la base de la vie urbaine. Cette problématique est peut-être assez lointaine de la vie quotidienne dans les pays occidentaux, mais ici aussi la pauvreté et l'injustice existent. La crise financière a permis de constater dans plusieurs villes d'Europe et surtout aux Etats-Unis.

Mais il n'y a pas seulement ceux qui sont empêchés de participer. Une part croissante de la population se retire de son propre gré de l'espace urbain. Dans presque toutes les métropoles du monde, les hommes se réfugient dans des zones d'habitation qui sont souvent délimitées par des murs, des grilles. Aux Etats-Unis, le nombre des quartiers sécurisés est estimé à 250 000.

A nos yeux, les deux tendances sont néfastes : l'abandon forcé de la vie urbaine tout comme son abandon volontaire. La thématique *Open City* devrait inciter à réfléchir à des alternatives.

T. : Mais Rotterdam, cette année, est plus qu'un simple lieu d'exposition.

T. R. : Rotterdam est un lieu idéal pour une discussion sur la « ville ouverte » : cette ville est depuis toujours

un terrain de jeu privilégié pour les architectes et les urbanistes. Rotterdam a deux problèmes. D'abord, comme dans d'autres villes, une multitude de projets urbanistiques sont développés de manière isolée. Il en résulte une fragmentation partielle en éléments isolés, sans rapport les uns avec les autres, et une perte de la vision de la ville comme un ensemble. Ensuite, Rotterdam accueille un pourcentage élevé d'habitants étrangers. La question de la coexistence est ici d'une acuité toute particulière, et le débat au sujet de l'intégration et de la tolérance – très présent aux Pays-Bas ces dernières années – y a été mené avec beaucoup d'intensité. Voilà pourquoi cette quatrième Biennale consacre une de ses six expositions thématiques à Rotterdam (voir aussi ci-dessous).

T. : En quoi consiste l'exposition à l'Institut d'Architecture des Pays-Bas (NAI) de Rotterdam ?

T. R. : Le *Netherlands Architecture Institute* est situé dans un bâtiment plutôt fermé, peu adapté pour accueillir une exposition sur le thème de la « ville ouverte ». Nous avons donc essayé d'ouvrir le bâtiment vers la ville et d'atténuer la frontière entre ville et musée. Nous avons construit un pont temporaire qui part depuis la rue pour arriver directement dans le grand hall d'exposition, le « Forum ». Cet espace n'accueille pas seulement une partie de l'exposition, il est également – comme son nom l'indique – un lieu de rencontre et d'échange. On y trouve un café, une librairie, des offres pour les enfants et bon nombre de sièges et de bancs. Il y a également des activités dans l'auditoire. Dans ce « Forum », le visiteur peut non seulement s'informer au sujet de la « ville ouverte », il peut lui-même faire l'expérience d'un petit bout d'*Open City*.

Fig. 3 : Des piscines privées surplombent une favela brésilienne (Paraisópolis, São Paulo) (Photo <www.transit-city.com>)

Dans les autres espaces du bâtiment se trouvent six autres expositions. Chacune est consacrée à un processus d'urbanisation spécifique, qui détermine aujourd'hui le développement d'un bon nombre de villes et qui permet ainsi d'examiner l'idée de la « ville ouverte ». Chacune de ces expositions, conçues par des commissaires distincts, met en lumière une autre région du monde: la Turquie et le Proche Orient sont réunis sous l'appellation « Refuge » (par Philipp Misselwitz et Can Altay), les Etats-Unis sont examinés à la lumière de la « Communauté » (par Interboro Partner), São Paulo et Addis Abeba répondent à la notion de « Squat » (par Jörg Stollmann et Rainer Hehl), la Russie à celle de « Collectivité » (par Bart Goldhoorn et Alexander Sverdlov), Djakarta met en jeu le terme de « Réciprocité » (par Stephen Cairns et Daliana Suryawinata) et Rotterdam, pour finir, celui de la « Faisabilité » (par Crimson Architectural Historians).

T. : Existe-t-il un exemple d'une « ville ouverte » ? Quelle ville correspond le plus à cet idéal, à vos yeux ?

T. R. : La « ville ouverte » n'est pas une ville particulière. Elle n'a pas de nom, pas de lieu et pas d'apparence particulière. Le terme *Open City* désigne plutôt une manière de vivre ensemble, une manière de partager. Cet état de « ville ouverte » est présent dans des endroits différents et à différentes époques : Berlin était peut-être une « ville ouverte » juste après la chute du mur. Elle offrait des libertés et des espaces inespérés. D'autres pourraient mentionner le New York des années 70, ou encore Paris en 1968.

T. : Comment les architectes et les urbanistes peuvent-ils façonner leurs projets afin de favoriser l'émergence d'un bout de « ville ouverte » ?

T. R. : Cette problématique est en fait aussi vieille que l'urbanisme moderne : comment pouvons-nous vivre ensemble et partager les ressources d'une ville sans devoir renoncer à nos intérêts individuels, à notre identité et à notre vie privée ? Architectes et urbanistes ne peuvent pas décider comment il faut vivre ensemble, mais ils peuvent créer les bases qui permettent de s'acheminer vers un équilibre entre intérêts publics et privés. Il importe avant tout de développer un projet qui soit en rapport avec son contexte urbain : tel projet agira-t-il comme une barrière ou, au contraire, sera-t-il perméable ? Favorise-t-il les échanges ou est-il introverti ? S'identifie-t-il à la ville ou, au contraire, s'en détache-t-il d'une manière démesurée ? Telle esquisse pourra-t-elle s'adapter à des besoins ultérieurs de la ville ou a-t-elle été conçue uniquement en fonction de besoins individuels ? Ces qualités sont extrêmement difficiles à réaliser, car les conditions et les exigences, dans la pratique, sont souvent très différentes. Un exemple : lorsqu'un investisseur planifie une *Gated Community*, toutes les belles qualités évoquées ci-dessus se transforment en caractéristiques négatives qu'il s'agit d'éviter dès le lancement du projet.

Mais il y a d'autres exemples qui montrent qu'il est tout à fait possible d'intervenir même à une toute petite échelle. Comme on l'a déjà mentionné ci-dessus, une « ville ouverte » se caractérise par le fait d'offrir aux habitants l'accès à toutes ses ressources. Un projet présenté à la Biennale, baptisé *Women's Guide to Dyabakir*, est consacré à une ville dans l'est de la Turquie devenue refuge pour beaucoup de Kurdes dans les années 90. L'urbanisation très rapide de cette ville a causé d'importants problèmes sociaux et des conflits violents qui ont atteint avant tout les femmes. Le taux de suicide a alors grimpé au-delà de la moyenne. Afin de favoriser l'accès des femmes à l'aide sociale, un groupe d'activistes¹ a ouvert un pressing public – un endroit qui n'éveille pas de soupçons, particulièrement adéquat pour entrer en contact avec les femmes en dehors du cadre familial. On pouvait y laver des habits, bien sûr, mais l'endroit offrait aussi d'autres infrastructures : un jardin d'enfant, une salle de classe, une bibliothèque... Ce projet est un bel exemple qui montre comment il est possible d'étendre, avec peu de moyens, l'accès aux ressources de la ville à un groupe de la population qui, sinon, s'en trouve privé.

Tim Rieniets, arch. dipl. TU Berlin
International Architecture Biennale Rotterdam, co-commissaire
ETH Hônggerberg, HIL D 25.7
CH – 8093 Zurich

Propos recueillis par Anna Hohler

¹ Selvan Gürdogan et Gregers Tang Thomsen (superpool), Yasar Adanali

